

Socialiste

à Chevilly-Larue



LETTRE DU GROUPE DES ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

Hermine RIGAUD, Bruno TRANCHANT, Mostapha RIZKI, Joseph RAMIASA, François PERNIGOTTI

N°2

Editorial

Bruno TRANCHANT

Adjoint au maire en charge de la
Communication et de l'Intercommunalité

La crise, toujours la crise !

C'est peu dire que la France traverse l'une des périodes les plus sombres de son histoire. Les manifestations du 29 janvier dernier, et celles à venir du 19 mars, témoignent, s'il en était besoin, de l'horreur de la situation. Et l'impéritie d'un gouvernement qui n'hésite pas à brader les services publics, à coup de privatisations et de remises en causes des fondements mêmes de notre République. L'Éducation nationale, le secteur hospitalier, l'audiovisuel, la justice et La Poste payent au prix fort les désengagements de l'État. Dans le même temps, les déficits se creusent et les milliards coulent à flot pour arroser les banques, tandis que le chômage et la précarité ne cessent de croître. Triste bilan qui marque l'échec du capitalisme boursier. Et la nécessité d'un changement de cap, à l'heure où les salariés du privé se joignent à leurs collègues du public. Du jamais vu !



cus, en effet, que les principaux effets de la crise ne sont pas derrière nous, mais bien devant. D'où l'urgence d'une action rapide, résolue et cohérente. L'enjeu est de taille, d'autant qu'à Chevilly-Larue, comme partout ailleurs, il nous faut trouver des solutions pour relancer l'investissement et la croissance. Pour virtuel qu'il soit, ce dispositif préfigure la politique de moyen terme que nous entendons mener à bien. L'accroissement des inégalités, les bas salaires, la précarité, les régressions sociales sont à l'origine du dévoiement du système économique et financier. Un volet important de ces propositions vise donc très clairement à améliorer le pouvoir d'achat de nos concitoyens, à commencer par les catégories moyennes et populaires : hausse des salaires et des minima sociaux, baisse des produits de première nécessité, augmentation des allocations sociales... Elles entendent ensuite protéger les salariés des conséquences des réindustrialisations, dissuader les entreprises qui font des bénéfices de recourir aux compressions d'effectifs, et relancer la création d'emplois. Peu médiatisées, nos propositions se fixent surtout pour objectif de protéger les salariés contre les effets des restructurations, dissuader les entreprises de recourir à des licenciements boursiers et relancer l'emploi. Sans oublier la mise en œuvre d'une politique industrielle digne de ce nom et la réponse au défi écologique, par le développement de leviers de croissance innovants et la nécessaire prise en

compte de la maîtrise de la consommation d'énergie dont la présence, sur notre territoire, d'un centre de géothermie digne de ce nom est la garantie.

Une nouvelle section à Chevilly-Larue

16 janvier : à deux pas du Centre culturel, l'Espace Simone de Beauvoir finit de se remplir. Ce soir-là, il tient lieu de rassemblement pour les adhérents et sympathisants de la Section PS de Chevilly-Larue.

Au menu : la cérémonie officielle des vœux, autour d'un apéro convivial. Venus en nombre, militants et sympathisants échangent quelques mots. Des anciens, pour la plupart. Le groupe des élus socialistes de la majorité est de la partie. La réunion peut commencer, sous les auspices de Maurice Michel, nouvellement élu à la tête de la section, et Luc Carvounas, Premier secrétaire fédéral. Le message se veut consensuel et sans ambiguïté : se retrouver autour des valeurs qui sont les nôtres. Les tensions issues des dernières municipales ne sont pas totalement dissipées, mais qu'importe ! L'intérêt commun doit l'emporter, conformément aux accords passés avec la Fédération. Le Parti socialiste a suffisamment enduré ces déchirements internes qui lui ont tant coûté par le passé. Il n'est que temps de retrouver la voie de la sérénité.



La relance vue du Parti socialiste

Améliorer le pouvoir d'achat des Français, protéger les salariés, relancer une politique industrielle digne de ce nom... Le Parti socialiste vient de présenter son propre plan de relance. Avec l'ambition de doper la consommation et d'apporter une réponse politique au chef de l'État qui n'a pas pris la mesure de la situation. Nous sommes convain-





Interview

Maurice MICHEL

Être le secrétaire du rassemblement dans l'action

À la suite du congrès de Reims, vous avez été élu secrétaire de la section de Chevilly-Larue du PS. Pouvez-vous vous présenter rapidement ?

Je suis retraité de la Fonction Publique où j'ai exercé, après une courte expérience dans le privé d'ouvrier sur bois, d'abord les fonctions d'inspecteur du travail pendant 20 ans, puis celles de directeur de l'emploi et enfin d'IGAS. Toute ma carrière s'est déroulée dans le secteur social, mais c'est le métier d'inspecteur du travail qui a décidé de mon engagement politique et qui m'a donné le goût de me battre aux côtés des plus faibles.

Comment abordez-vous cette fonction ?

Avec la conscience des difficultés et l'espoir de la renaissance. Les difficultés, tout le monde les connaît tant au niveau national qu'à Chevilly-Larue.

Après un congrès de Reims chaotique, notre première Secrétaire Nationale, Martine Aubry, a lancé les bases du renouveau ; elle devrait trouver prochainement la voie d'une coopération fructueuse avec Ségolène Royal et les autres personnalités de notre parti, elle l'a confirmé le 1^{er} février devant tous les secrétaires de section rassemblés à la Mutualité.

À Chevilly-Larue, après les élections municipales qui ont vu quelques socialistes choisir avec la fédération socialiste du Val-de-Marne une autre voie que celle adoptée par la section, il faut aussi rassembler. Comme je l'ai dit aux vœux de la section le 16 janvier dernier, je ne veux pas faire de distinction entre les socialistes et ma tâche est de les réunir tous pour faire en sorte que le PS soit une force cohérente pour la Gauche chevillaise. Tous les socialistes chevillais étaient aux vœux de la section, tous les socialistes étaient dans la rue le 29 janvier aux côtés des syndicats. Ce sont des actes aussi naturels qui fondent une renaissance du socialisme et je veux engager la section dans cette voie à Chevilly-Larue : j'ai l'ambition d'être le secrétaire du rassemblement dans l'action.

Oui, mais concrètement, comment pouvez-vous faire avec des socialistes à la fois dans la majorité et l'opposition municipale ?

Effectivement ce n'est pas facile. Mais, je crois que le dialogue et le travail au sein de la section, qui est la maison commune, permettront des rapprochements et de nouvelles possibilités de bâtir l'avenir.

J'ai la conviction que tous mes camarades, quel que soit le positionnement de chacun, souhaitent jouer la carte de l'apaisement. Je l'ai vérifié à notre cérémonie des vœux, qui, je le rappelle, a rassemblé tous les socialistes. C'est un premier pas. Après le travail en section, il faudra aborder celui au sein du Conseil municipal. Ce sera probablement un peu plus difficile. Des socialistes sont engagés à la fois dans la majorité municipale et dans l'opposition, mais une opposition constructive guidée par le seul souci de l'intérêt général. Il faudra sans doute trouver avec l'ensemble des forces de Gauche, au Conseil, un mode de fonctionnement original permettant à la municipalité de mettre en œuvre sa politique et aux socialistes de faire valoir leur identité. Nous n'avons pas aujourd'hui les réponses, mais c'est dans ce sens que nous devons travailler.

Notre pays entre en récession : pensez-vous que le plan de relance du gouvernement puisse l'enrayer ?

Non, nous n'entrons pas en récession, nous sommes, hélas, en plein dedans, et, sans doute que le pire est devant nous. Le dernier chiffre connu de la montée massive du chômage en décembre dernier est inquiétant.

A mon avis, la droite, anesthésiée par les promesses du président de la République, n'a pas pris la mesure des difficultés qui s'abattent sur nos concitoyens. Son plan est un plan riquiqui et un plan bancal, voué malheureusement à l'échec, en dépit des efforts de communication du Gouvernement pour faire croire le contraire.

Un plan riquiqui parce qu'il n'est pas massif ; les 27 milliards annoncés sont surtout des crédits déjà engagés et des crédits recyclés des contrats de plan. Ils sont insuffisants. La crise appelait l'ouverture de crédits nouveaux et d'une autre ampleur, à l'instar des plans adoptés par nos voisins européens : Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne... pour ne citer que ceux-là.

Un plan bancal parce qu'il laisse presque entièrement de côté un pilier essentiel de l'économie, la consommation. A l'évidence, le pouvoir en place n'a pas entendu les revendications des manifestants qui ont crié leurs souffrances dans la rue le 29 janvier dernier, il n'a pas compris que la crise était d'abord et surtout une crise du pouvoir d'achat, une crise de la fin de mois.

N'est-ce pas un peu facile de critiquer, sans proposer d'alternative crédible ?

C'est inexact. Le Parti socialiste est certes une force de contestation, mais, fidèle à sa vocation de Parti de Gouvernement, c'est aussi une force de proposition. J'en veux pour preuve le plan d'action contre la crise qu'il vient de publier et dont les experts, pas forcément de Gauche, s'accordent à reconnaître la pertinence.

Le Plan des socialistes, ce sont 50 milliards d'euros à injecter, massivement et d'urgence, dans l'économie. Face à la crise, nos propositions relèvent pleinement le défi écologique (tarification incitative à l'économie d'énergie, investissement massif dans le transport propre...). Elles comportent ensuite un volet financier qui ne peut être ignoré et un volet visant à relancer l'investissement, en commençant par l'investissement public en partenariat avec les collectivités locales. Elles contiennent enfin des propositions pour améliorer tout de suite le pouvoir d'achat des Français et protéger les salariés contre les licenciements tout en relançant l'emploi. Je livre ci-après, en vrac, quelques mesures à titre d'exemples, mais la liste est beaucoup plus longue :

- Une aide immédiate de 500 euros à ceux qui touchent la prime pour l'emploi ou un des minima sociaux (RMI, API, AAH...).
- Une revalorisation du SMIC de 3 % en février.
- Une revalorisation immédiate de 10 % des allocations logement.
- Une baisse de 1 point du taux de TVA.
- La mise en chantier de 300 000 logements sociaux sur les 2 ans à venir.
- Le gel des 30 000 suppressions de postes dans la fonction Publique et l'arrêt du plan social dans les hôpitaux (20 000 suppressions de postes prévues).
- L'amélioration de l'indemnisation du chômage partiel et des salariés victimes de licenciements économiques.
- L'encadrement strict des licenciements boursiers ou de rentabilité.
- La création de 100 000 emplois aidés, etc.

Voilà du concret pour le pouvoir d'achat et l'emploi ! Nous allons nous employer à populariser ce plan et, dans les semaines qui viennent, à monter au créneau des élections européennes.

Faire des Chevillais

des citoyens à part entière

Outils privilégiés d'expression et de développement de la démocratie locale, les comités de quartier se fixent pour objectif de favoriser l'exercice d'une citoyenneté active. L'analyse de **Mostapha Rizki, Conseiller municipal (PS) en charge des comités de quartier.**

Quel rôle assignez-vous aux comités de quartier ?

Ils ont pour objectif d'améliorer le cadre de vie, l'animation, la valorisation et la promotion des quartiers. Ils regroupent des personnes qui s'organisent pour défendre leurs intérêts propres ou valoriser leur environnement. Ils peuvent également se développer autour de projets plus globaux, afin de renforcer le lien social et d'améliorer les conditions de vie. Ils forment surtout un cadre privilégié de la concertation et de l'étude des projets, en rassemblant autour de la même table habitants, associations, entreprises de proximité, élus locaux et différentes institutions intervenant dans les quartiers.

Et à Chevilly-Larue ?

Notre objectif est d'établir un lien durable entre ces personnes qui se croisent sans réellement se connaître. Depuis 1996, dans le quartier de "La Guinet", nous avons ainsi organisé des expositions thématiques - sculpture, peinture... -, des visites guidées - centres d'EDF, de géothermie, de tri et de déchets ménagers -, des concours de dessin, des tournois de tarot, des soirées animées et des compétitions sportives... Ces activités ont attiré pas mal de monde. Cette année, les comités des quartiers "Bretagne" et "La Guinet" ont uni leurs efforts pour mettre au point des festivités communes. Cette initiative pourrait s'étendre aux autres quartiers.

Quels enseignements tirez-vous de vos échanges avec les principaux représentants des comités de quartier ?

Je suis convaincu de la nécessité d'organiser des réunions plénières pour nouer le dialogue avec les habitants, en multipliant les temps de rencontre, facteur-clé de la démocratie participative que les élus socialistes appellent de leurs vœux. Sans compter que ces comités - et ses membres bénévoles que je remercie - constituent un relais idéal pour formuler des besoins et faire remonter, le cas échéant, l'information auprès des élus.

Notre ambition est claire : faire des Chevillais des citoyens à part entière.



Quand précarité et emploi se conjuguent au présent et au futur...

Vivre à Chevilly avec le SMIC



Mercredi 21 janvier 2009, 15 heures : j'ai rendez-vous avec Mme H..., mère célibataire de deux enfants. Elle habite aux Sorbiers, ren-
contre des difficultés pour régler les droits d'inscription de son fils à la faculté qui s'élèvent à 350 €. C'est une femme qui a la quarantaine. Élégante, elle s'exprime avec habileté. Je veux en savoir plus. Je lui demande ce qu'elle fait. Est-elle au chômage, au RMI ? La réponse fuse : « Je travaille depuis plus de 20 ans dans un grand magasin, au Centre commercial Belle Epine, et j'ai toujours gagné le SMIC. Actuellement, je perçois 1 200 € par mois avec l'ancienneté. J'ai deux enfants qui travaillent très bien à l'école. L'aîné est à la fac de droit, la benjamine prépare son bac. Ils n'ont jamais traîné dans la rue, j'ai toujours été là pour les encadrer. Lorsque j'ai payé le loyer, les charges, l'alimentation, les assu-

rances, le téléphone, il ne me reste plus rien. Pourtant, j'ai toujours travaillé. Je ne vais jamais au restaurant, ni au cinéma, ni même en vacances. Mon salaire ne me sert guère qu'à payer mes charges. Et encore, je suis à découvert tous les mois ». Pendant notre entretien, je me demande ce qu'il est possible de faire pour combattre de telles situations. Bien sûr, la municipalité dispense des aides d'urgence dans certains cas extrêmes, mais après ? Alors, je pense que chacun d'entre-nous peut œuvrer pour changer le cours des choses, en étant citoyen à part entière, en disant non à la baisse du pouvoir d'achat, aux fermetures d'écoles, à un système de santé à deux vitesses, aux licenciements, aux délocalisations. Pour cela, il faut se mobiliser pour se faire entendre. Seule l'action pourra nous sortir de ce marasme.

Hermine RIGAUD

Maire adjointe en charge
de l'Action sociale et des solidarités

Les moyens d'en sortir...

À l'occasion du Conseil municipal du 16 décembre dernier, les élus du groupe du Parti socialiste et apparentés ont associé leurs voix à celles des autres formations politiques pour acter le principe d'un Comité consultatif "Pauvreté-Solidarité". Ce, afin de conforter la présence des autorités locales auprès des publics fragiles, en échangeant des savoir-faire avec les associations de proximité. Et encourager les représentants des quartiers à unir leurs efforts, au plus près des acteurs concernés. Objectif : renforcer la lutte engagée par l'Exécutif contre la grande pauvreté et le surendettement. En ciblant, tout particulièrement, ces personnes qui ne se manifestent pas en mairie ou auprès des organismes sociaux.



Intercommunalité

Le choix du Syndicat mixte Paris Métropole

Disons-le haut et fort : nous ne sommes pas disposés à laisser le chef de l'État et ses sbires s'approprier le débat sur le Grand Paris, sur fond de règlements de comptes politiques. En clair, l'aménagement de l'espace francilien est bien du ressort des élus qui ne se laisseront pas imposer les vues expansionnistes d'un État régalien.

La création du syndicat mixte d'études Paris Métropole, auquel la municipalité vient d'adhérer, marque à cet égard une nouvelle étape de réflexion sur le devenir de l'intercommunalité en Île-de-France. En tant que délégué suppléant auprès du maire, j'entends très clairement y représenter vos intérêts. La réduction des inégalités sociales et territoriales et le développement économique durable seront d'ailleurs au cœur de nos préoccupations.

Au-delà des divergences que suscite ce débat, cette intercommunalité de projet que nous appelons de nos vœux n'aura de sens que si elle aboutit à la mutualisation des mécanismes de redistribution des richesses entre des zones soumises à des conditions de vie pour le moins disparates. Transport, logement, emploi sont des enjeux urgents à examiner pour déterminer la pertinence d'une organisation métropolitaine pertinente. Personne ne doit être exclu d'une réflexion visant à associer tous les acteurs du développement, autour d'un projet fédérateur.

Pour ce qui nous concerne, nous nous élevons très clairement contre une vision concentrique du développement de la capitale. Cette politique aurait pour principal effet d'éloigner un peu plus encore les catégories moyennes et populaires de la petite couronne. À cela, nous opposons un modèle polycentrique et multipolaire, privilégiant la mixité urbaine et démographique, propice à un meilleur équilibre environnemental et une plus grande diversité de l'habitat.

En l'état, l'intercommunalité est une réforme inaboutie qui demande d'autant plus de correctifs que son succès a été important. Ce n'est d'ailleurs pas tant en raison de son contenu que de son insertion dans

un tissu local caractérisé par une sédimentation institutionnelle rendue souvent inopérante. Il nous semble ainsi indispensable de mieux répartir les richesses et de concevoir des mécanismes de péréquation plus justes, sans pour autant bousculer l'ordre établi entre départements, d'un côté, et communes, de l'autre. Enfin, nous ne pouvons que souscrire à la démarche visant à encourager, à l'échelle locale, le développement d'une offre immobilière spécifique à destination des PME-PMI. Il nous semble tout aussi opportun de mener une réflexion approfondie afin d'aboutir à la création d'un pôle d'excellence à Chevilly-Larue et Rungis, tout en développant les services aux salariés et aux entreprises, indispensables au maintien du tissu économique local.

Notre ambition est claire : lutter contre une baisse de l'emploi non compensée, pour l'heure, par les secteurs les plus porteurs, tels l'agro-alimentaire, les technologies de l'information, les services aux particuliers et la chimie-pharmacie plastique, tout en poursuivant les efforts engagés en faveur de la tertiarisation de l'économie, en dépit de la rareté du foncier disponible.

Bruno Tranchant

Maire adjoint en charge

de la Communication et de l'Intercommunalité

**LE GROUPE DES ÉLUS
DU PARTI SOCIALISTE ET APPARENTÉS
DE CHEVILLY-LARUE (94)**



**Vous invite à vous rendre
sur son site internet :**

www.ps-chevilly.org

Régulièrement, vous y trouverez :

- des actualités politiques,
- des interviews avec des personnalités,
- des chroniques historiques...

Mais aussi :

- les tribunes du groupe,
- les manifestations dans notre ville...

Le billet de ...

Luc CARVOUNAS

Premier secrétaire
de la Fédération socialiste
du Val-de-Marne



Chers Amis, Chers camarades,

Premier secrétaire fédéral, j'ai à cœur, avec les femmes et les hommes qui m'entourent, de développer les outils de communication de notre Fédération avec nos sections, nos militants, nos sympathisants, mais aussi les associations, les syndicats, et toutes nos forces vives en Val-de-Marne, afin de remplir pleinement notre rôle central de force de la Gauche départementale.

C'est à nos yeux une priorité, que de pouvoir transmettre nos valeurs communes et réaffirmer notre message au travers des différents supports qui nous sont proposés, notamment avec cette lettre du Groupe des élus socialistes de Chevilly-Larue, dont je veux saluer l'action de terrain.

Plus que jamais, à l'heure où le mécontentement se généralise dans notre pays, il me paraît essentiel de souligner le travail des socialistes, partout où des réformes injustes et brutales bafouent les libertés individuelles, affaiblissent notre pouvoir d'achat, stigmatisent les chômeurs, démantèlent la santé, l'Éducation nationale et la protection sociale, notamment au travers de la fin programmée des plannings familiaux.

Au lendemain de la mobilisation unitaire du 29 janvier dernier à laquelle la Fédération Socialiste du Val-de-Marne a participé aux côtés des partis et organisations de Gauche, l'importance des grèves et des manifestations qui ont marqué cette journée témoigne d'un rejet massif des choix politiques du Gouvernement. La colère de nos concitoyens est légitime, face aux reculs de l'État et aux vagues de licenciements et de suppressions d'emplois, dans le privé comme dans le public. Il faut un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi, des services publics, mais aussi de l'éducation, dans les hôpitaux et la santé, avec à l'ordre du jour du Parlement des projets inacceptables qui constituent de nouvelles attaques contre les services publics.

C'est en particulier le cas dans l'enseignement supérieur et la recherche où le gouvernement, qui pensait pouvoir poursuivre son entreprise de déstabilisation de l'éducation du primaire au supérieur sans résistance, rencontre aujourd'hui une opposition massive de l'ensemble de la communauté éducative du pays. Xavier Darcos prétend ne « pas voir de raison » de repousser sa réforme alors que tout l'y conduit.

Nous avons le devoir de nous y opposer et de nous mobiliser pour proposer une autre politique. Une fois encore, les socialistes du Val-de-Marne sont au rendez-vous.

